



**MINISTRY: FINANCE
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA**

Forum fiscal africain : les défis de la politiques budgétaire en Afrique

**Les 9 et 10 novembre, hôtel et centre de conférences
« Townhouse » - Le Cap**

**Allocution d'ouverture prononcée par Nhlanhla Nene,
Ministre adjoint des Finances, Afrique du Sud**

Bonjour, mesdames et messieurs. C'est avec grand plaisir que je vous accueille tous au premier Forum fiscal africain, organisé conjointement par la Trésorerie nationale d'Afrique du Sud et le Fonds monétaire international (FMI), avec le soutien de l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI). Ce forum réunit des représentants des ministères des Finances de 14 pays africains, du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE et de la Banque africaine de développement, afin de discuter des défis de la politique budgétaire auxquels font face les économies et les gouvernements du continent.

Au cours des cinq prochaines années, sept des 10 pays qui connaîtront la croissance la plus rapide devraient se trouver en Afrique subsaharienne. Et comme des conditions économiques instables continuent de prévaloir sur les marchés développés d'Europe et d'Amérique, ainsi que sur les marchés émergents, il est important pour nous de mettre l'accent sur des considérations à moyen et à long termes, en vue de soutenir l'expansion et la croissance économiques du continent.

La politique budgétaire est généralement reconnue comme l'un des meilleurs outils mis à la disposition des décideurs politiques afin d'assurer la stabilité macroéconomique et la croissance à long terme. Par ailleurs, la crise financière de 2008-2009 a illustré l'importance des volants budgétaires pour gérer un ralentissement économique. La plupart des politiques macroéconomiques en Afrique restent favorables à la croissance et, les mesures de relance budgétaire mises en œuvre pendant la récession mondiale continuent d'encourager la croissance de la

région. Cela permet aux pays de la région de continuer à se développer pour se rapprocher de leur plus forte croissance depuis de nombreuses années.

Au cours des prochaines années, tandis que le continent se frayera un chemin, les autorités fiscales devront trouver un équilibre entre relever les défis d'une croissance forte et inclusive grâce à une gestion budgétaire saine des dépenses et des recettes, et faire face aux effets potentiellement néfastes d'une autre récession mondiale. Le programme de la prochaine journée et demie vise à fournir un large éventail de perspectives et à partager des enseignements tirés de la crise et des idées pour la prochaine phase de l'évolution et de la gestion des finances publiques.

L'Afrique continue à se trouver dans la position enviable d'être encore en mesure d'accéder à la consolidation de la dette et au financement par des dons, puisque le continent est considéré par de nombreux pays développés et émergents comme un havre sûr pour les excès d'épargne et d'investissement. La contraction des capitaux disponibles dans les pays développés et le risque de surchauffe sur les marchés émergents pourraient signifier que cet apport d'appui budgétaire et d'épargne étrangère pourrait cesser un jour. Par conséquent, la conférence se concentrera sur les questions concernant la gestion du cycle des cours des matières premières, les risques macroéconomiques pesant sur le budget, les priorités de politique budgétaire et le financement du développement durable. Le forum abordera également la manière dont les pays peuvent se préparer à la prochaine crise, tout en continuant à répondre aux priorités de politique budgétaire.

La mise en place de l'espace budgétaire avant 2008, signifiait que les pays étaient en mesure de répondre à la récession mondiale en maintenant les priorités de dépenses, en dépit de tout ralentissement dans l'encaissement des recettes. À condition que la croissance mondiale continue de se redresser, quoique lentement, les pays devront œuvrer à la reconstitution de ces réserves budgétaires afin de répondre aux crises futures lorsqu'elles surviendront. L'espace budgétaire peut être établi de plusieurs manières.

Premièrement, l'amélioration de la gestion des recettes et de l'encaissement fournit une grande opportunité pour les pays d'Afrique d'augmenter leurs réserves fiscales et de réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide étrangère. En élargissant l'assiette de l'impôt dans les pays, les gouvernements seront en mesure de continuer à gérer durablement les priorités de dépenses et la dette à long terme. Deuxièmement, lorsque le financement d'aide est disponible, des programmes ciblés pour améliorer l'investissement aideront les pays à atteindre leur potentiel de croissance et à réduire le coût de la pratique des affaires sur le continent. Troisièmement, la disponibilité du financement par l'emprunt et la volonté des investisseurs de financer à des coûts d'intérêt raisonnables, permettra également de déterminer la capacité des pays à continuer de financer les priorités budgétaires et les infrastructures. Enfin, et probablement le plus important, la gestion des dépenses a un rôle de plus

en plus important à jouer dans le développement de l'espace budgétaire. Les enseignements tirés des problèmes actuels auxquels font face la zone euro et les États-Unis fournissent à l'Afrique et au monde en développement, l'occasion d'aborder la composition et l'efficacité des dépenses publiques. Les plans des dépenses courantes sont-ils optimaux par rapport aux objectifs d'expansion et de croissance du continent ? Et surtout, sont-ils durables ? En abordant l'efficacité et l'efficacité des dépenses publiques, les gouvernements peuvent améliorer la qualité des déficits budgétaires en se concentrant sur les secteurs de dépenses ayant les plus grands multiplicateurs de soutien économique, de stabilité macroéconomique et de croissance inclusive.

Outre les risques liés à la reconstitution de l'espace budgétaire, les décideurs sont confrontés à des défis supplémentaires pour déterminer quels événements dans l'environnement économique se rapportent à des fluctuations cycliques dans le cycle des affaires et dans les résultats obtenus au niveau des recettes, et quels sont les changements structurels ou permanents dans l'environnement dans lequel ils fonctionnent. Les pays africains s'exposent également à des risques inflationnistes provenant de la hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires, ainsi qu'au potentiel de surchauffe. La coordination de la gestion de la politique monétaire et budgétaire peut aider à atténuer ces risques.

Le FMI prévoit des déficits fiscaux restant à des niveaux supérieurs dans de nombreux pays au cours des deux prochaines années, malgré l'environnement de croissance généralement fort. Dans de nombreux pays de la région, cette tendance reflète le choc exogène unique infligé aux finances publiques en réponse à la crise financière. Dans d'autres, cependant, elle reflète la croissance plus rapide des dépenses. Si les perspectives de croissance économique diminuent, il faudra peut-être que les déficits budgétaires se creusent encore davantage temporairement afin de continuer à soutenir la demande globale. Cela dépend bien évidemment, des considérations de disponibilité de financements et de viabilité de la dette, spécifiques à chaque pays.

Le secret pour soutenir l'expansion de l'Afrique est de rester concentré sur des problèmes de durabilité, de stabilité et de croissance à moyen terme, plutôt que sur des gains à court terme. Les gouvernements africains devraient gérer leurs finances publiques en mettant l'accent sur le maintien des initiatives de dépenses prévues, tandis que les stabilisateurs automatiques fonctionnent sur le plan des recettes. Il faut réfléchir à la question de savoir si les augmentations de dépenses peuvent être absorbées et dépensées de manière efficiente. Si le ralentissement mondial persiste et indique un changement du niveau structurel de la croissance, les plans de dépenses et les politiques budgétaires devraient être ajustés pour correspondre à des prévisions de croissance et de financement plus faibles. Pour les exportateurs de matières premières, en particulier le pétrole, l'amélioration des termes des conditions commerciales offrent des possibilités supplémentaires pour constituer des

réerves et des volants (tampons) pour contrer la volatilité des prix futurs et les pressions fiscales.

Les partenaires commerciaux traditionnels aux États-Unis et en Europe continuent de représenter près de la moitié des exportations de l'Afrique subsaharienne. Alors qu'il y a eu une augmentation du volume des échanges commerciaux avec des partenaires des marchés émergents comme la Chine et l'Inde, le commerce avec les pays développés demeure une source essentielle de financements publics ainsi qu'une source de remise de fonds et de flux d'investissements. Toutes autres révisions des perspectives de croissance dans ces pays risqueraient donc d'affecter les performances de l'Afrique au cours des deux prochaines années. Auparavant, le ralentissement des échanges commerciaux entre l'Afrique et les États-Unis et la zone euro en 2009 - 2010, a été atténué par la forte demande continue des partenaires commerciaux des marchés émergents. Cette situation a contribué au soutien d'une expansion économique continue en Afrique. Toutefois, au cours des prochaines années, il est prévu que l'activité économique dans des pays comme la Chine et l'Inde, ainsi que dans d'autres grands marchés émergents, risque de décélérer alors qu'ils adaptent leurs politiques pour contrer la surchauffe.

Cependant, le FMI considère que « la réponse positive des exportations de la région à la reprise du commerce mondial après la crise financière mondiale est de bon augure pour la viabilité extérieure et la croissance. » Sans tenir compte des perspectives de performances économiques mondiales, les pays africains doivent travailler en vue de remédier aux fragilités de leur propre gestion budgétaire. Il faut que les gouvernements se détournent de la position expansionniste prise pendant le ralentissement de 2008-2009 en ce qui concerne les finances publiques et s'orientent vers une position plus neutre compatible avec la viabilité de la dette. Si les risques de ralentissement de l'économie mondiale se concrétisent, l'espace pour des mesures supplémentaires de relance budgétaire discrétionnaire est limité.

L'accent mis sur l'amélioration de la gestion budgétaire et la durabilité donnera aux pays de solides assises pour la poursuite de la croissance et du développement à moyen et à long termes. L'incapacité à gérer la dépendance vis-à-vis du financement d'aide et de l'encours croissant de la dette, finira par réduire le potentiel de croissance des pays et leur capacité à relever les futurs défis budgétaires et à faire face aux crises économiques. Les questions relatives au risque politique, à l'intégration régionale et à la gouvernance, doivent être gérées en liaison avec les considérations budgétaires. La coordination des politiques monétaire et budgétaire soutiendra la gestion de la volatilité des cours des matières premières, les pressions inflationnistes, stabilisera l'intérêt et les taux de change ainsi que la croissance d'aide et le développement. L'amélioration continue des systèmes de gestion budgétaire, l'élaboration de cadres de dépenses à moyen terme, l'obligation de rendre compte, la transparence et les capacités institutionnelles pour la gestion du budget et la gouvernance, œuvreront également au renforcement des capacités des

autorités à relever les défis de l'environnement fiscal au fur et à mesure qu'ils surviendront.

Au cours de la prochaine journée et demie, ces questions seront très longuement examinées et débattues. J'ose espérer que ce forum offrira aux participants l'occasion de partager des expériences, des idées et d'établir des relations qui ne pourront qu'être bénéfiques au renforcement des institutions budgétaires et à la capacité des gouvernements à faire face aux défis budgétaires qui se poseront à l'avenir.

Pour conclure, je tiens à remercier l'agence USAID pour le financement qu'elle a fourni, afin que la Trésorerie nationale et le FMI puissent accueillir ces importantes discussions. Par ailleurs, merci à l'équipe de l'unité de la politique budgétaire du Bureau du budget de la Trésorerie nationale, au Département des finances publiques et au Département Afrique du FMI ainsi qu'au personnel de CABRI, pour tout leur travail assidu et pour tous leurs efforts conjoints consacrés à l'organisation de cet événement. Je souhaite que ce forum soit couronné de succès et qu'il soit le premier de nombreux autres forums de cette nature à avoir lieu sur le continent.